

ACTION URGENTEⁱ

DOCUMENT PUBLICÉ FAI – 010805 – AMR 23/127/01 Action complémentaire sur l'AU 22/01 (AMR 23/113/01 du 12 novembre 2001 et AMR 23/117/01 du 20 novembre 2001)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

COLOMBIE Yolanda Becerra (f), présidente de l'*Organización Femenina Popular* (OFP, Organisation populaire de femmes), à Barrancabermeja, dans le département de Santander

Londres, le 19 décembre 2001

D'après les informations recueillies, Yolanda Becerra a été menacée de mort par téléphone par des correspondants non identifiés, présumés entretenir des liens avec des groupes paramilitaires. Amnesty International est préoccupée par sa sécurité ainsi que celle des autres militantes des droits humains qui travaillent pour l'*Organización Femenina Popular* (OFP, Organisation populaire de femmes).

Le 17 décembre, une femme non identifiée a appelé aux bureaux d'une autre organisation de défense des droits humains dont le siège se trouve à Barrancabermeja, le *Corporación Regional para la Defensa de los Derechos Humanos* (CREDHOS, Comité régional de défense des droits humains), demandant quand aurait lieu l'enterrement de Yolanda Becerra – une forme de menaces typique des paramilitaires. Plus tard ce même jour, un homme a apparemment appelé aux bureaux de l'OFP en demandant s'ils étaient « *au courant pour Yolanda* ». La femme qui avait décroché lui ayant demandé à quoi il faisait référence, l'inconnu a répondu : « *l'assassinat de Yolanda Becerra* », avant de demander si cette dernière se trouvait dans les bureaux.

D'après les informations recueillies, l'OFP s'est livrée depuis lors à une déclaration publique, dans laquelle elle appelle le gouvernement à garantir la sécurité de Yolanda Becerra ainsi que celle des autres militantes de l'OFP dans la région du Magdalena Medio. L'OFP estime qu'il incombe aux autorités civiles, militaires et policières colombiennes, au niveau local et national, d'assurer la protection de ses membres.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– exhortez les autorités colombiennes à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité de Yolanda Becerra, présidente de l'*Organización Femenina Popular* (OFP, Organisation populaire de femmes), afin qu'elle puisse poursuivre ses activités légitimes de défense et de promotion des droits humains ;

– demandez instamment que soit ouverte sans délai une enquête exhaustive et impartiale sur les menaces formulées contre cette femme, et que les responsables présumés soient traduits en justice ;

– appelez le gouvernement colombien à s'acquitter des obligations qui lui incombent envers les défenseurs des droits humains, telles qu'elles ont été définies par les Nations unies et l'Organisation des États américains (OEA), et à se conformer aux recommandations répétées des Nations unies appelant les autorités colombiennes à prendre des mesures pour garantir la sécurité des défenseurs des droits humains ;

– dites-vous préoccupé par le fait que le gouvernement n'a pris aucune mesure efficace contre les groupes paramilitaires qui opèrent dans la région de Barrancabermeja, bien que les Nations unies lui aient recommandé à maintes reprises de combattre et de démanteler ces formations et qu'il se soit lui-même engagé à agir en ce sens ;

– exhortez les autorités à ouvrir une enquête approfondie et impartiale sur les liens existant entre les forces de sécurité et les groupes paramilitaires qui opèrent dans le département de Santander, à rendre publics les résultats de ces investigations, et à déférer à la justice les personnes soupçonnées de soutenir ces groupes ou d'en faire partie.

APPELS À :

Ministre de l'Intérieur :

Ministre de la Défense :

Dr. Armando Estrada Villa
Ministro del Interior
Ministerio del Interior, Palacio Echeverry
Carrera 8a, No. 8-09, Piso 2o.
Santafé de Bogotá, Colombie
Télégrammes : Ministro Interior, Bogotá, Colombie
Fax : + 57 1 562 5298 / 562 9890
Formule d'appel : Sr. *Ministro*, / Monsieur le Ministre,

Dr. Gustavo Bell
Ministro de Defensa Nacional
Ministerio de Defensa Nacional
Avenida Eldorado CAN – Carrera 52, Oficina 217
Santafé de Bogotá, Colombie
Télégrammes : Ministro Defensa, Bogotá, Colombie
Télex : 42411 INPRE CO ; 44561 CFAC CO
Fax : + 57 1 222 1874
Formule d'appel : Sr. *Ministro*, / Monsieur le Ministre,

Gouverneur du département de Santander :

Sr. Jorge Eliecer Gómez Villamizar
Gobernador del Departamento de Santander
Gobernación de Santander
Calle 37, N° 10-30
Bucaramanga, Santander
Colombie
Télégrammes : Gobernador Santander, Bucaramanga,
Colombie
Fax : + 57 76 339 889
Formule d'appel : Sr. *Gobernador*, / Monsieur le
Gouverneur,

COPIES À :

Organisation populaire de femmes :

Organización Femenina Popular Cra 22 N° 52 B - 36 Barrancabermeja, Santander
Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 30 JANVIER 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

ⁱ La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI - Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents. Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org